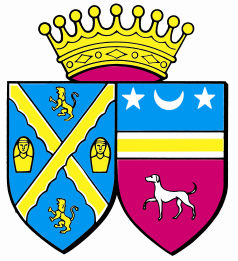
DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

**MAIRIE**

DE



**V I L L E V A U D É**

**BORDEAUX - MONTJAY**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 MAI 2013**

Ouverture de la séance à 18 heures et 35 minutes

M. Pascal PIAN, Maire de la commune, préside la séance et procède à l’appel.

PRESENTS :M. FERAL, LOGGHE, OUGIER, PIAN, ROMANO, TALATIZI, VARTANIAN et Mmes BIASON, DENIS, GODART, TAURAND, VARTANIAN.

POUVOIRS : M. PEDA a donné pouvoir à M. LOGGHE. M.BROQUET a donné pouvoir à M. FERAL, M. DEN HOLLANDER a donné pouvoir à M. TALATIZI

ABSENTS : M. GOURMELON, Mme DE LAERE.

Secrétaire de séance Mme Catherine Godart

**Approbation du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 3 avril 2013**

***Approuvé à l’unanimité***

**Approbation du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 16 avril 2013**

***Approuvé à l’unanimité***

**URBANISME**

1. **Convention de Concours Technique avec la SAFER, concernant les négociations foncières visant la remise en état naturel des parcelles en zones naturelles ou agricoles, ou l’acquisition directe pour le compte de la commune.**

*Rapporteur Mme BIASON*

Cette convention a pour effet de permettre les négociations foncières visant à remettre en état naturel des parcelles situées en zone agricole ou naturelle ou l’acquisition directe pour le compte de la collectivité.

La SAFER par le biais de cette convention assure les missions suivantes :

* Assistance à la mise en œuvre des droits de préemption dont les propriétaires sont titulaires,
* Négociation de transactions immobilières portant sur des immeubles mentionnés à l’article L141-1
* Gestion du patrimoine foncier agricole de ces personnes morales,
* Recherche et la communication d’informations relatives au marché foncier,
* Aide à la mise en œuvre et au suivi des politiques foncières en zone rurale.

La convention est établie pour une durée de 18 mois et peut-être résiliée à tout moment.

Les conditions financières sont les suivantes :

-un montant forfaitaire de 3500€ HT pour la prise de contact avec les propriétaires et l’évaluation de leurs biens et la définition d’un document contractuel à faire signer aux propriétaires,

-100€ HT par accord obtenu pour la remise en état,

-100€ HT supplémentaire en cas de purge des droits de préférence des propriétaires de parcelle(s) boisée(s) contiguë(s),

- 9% HT de la valeur négociée indiquée dans la promesse de vente avec un minimum forfaitaire de 400€ HT par accord obtenu

Une convention de ce type à déjà été mise en place sur la commune en 2010 pour une durée de 6 mois.

Il est demandé au conseil d’émettre un avis afin de donner l’autorisation au Maire de signer cette

convention.

M.TALATIZI demande pourquoi cette convention avec la SAFER et est-ce que les services de la commune ne peuvent effectuer ces actions. Est-ce trop lourd à gérer directement par la commune ?

M. Le Maire explique que cette convention va permettre à la collectivité de redonner à des terres agricoles leur destination initiale et éviter que certaines terres agricoles servent de déchetterie à ciel

Ouvert. La SAFER se charge de contacter les propriétaires d’une zone pour savoir s’ils sont vendeurs

et se charge de toutes les démarches. Les terres peuvent ensuite être revendues à des agriculteurs

pour qu’elles soient, de nouveau, cultivées. Cette convention est la continuité de ce qui a été dit lors

de nos réunions : Il faut éviter que toutes les zones agricoles occupées par des activités de toute autre nature, cessent.

*Délibération*

**Objet Convention de concours technique avec la SAFER**

Cette convention a pour effet de permettre les négociations foncières visant à remettre en état naturel des parcelles situées en zone agricole ou naturelle ou l’acquisition directe pour le compte de la collectivité.

La SAFER par le biais de cette convention assure les missions suivantes :

* Assistance à la mise en œuvre des droits de préemption dont les propriétaires sont titulaires,
* Négociation de transactions immobilières portant sur des immeubles mentionnés à l’article L141-1
* Gestion du patrimoine foncier agricole de ces personnes morales,
* Recherche et la communication d’informations relatives au marché foncier,
* Aide à la mise en œuvre et au suivi des politiques foncières en zone rurale.

La convention est établie pour une durée de 18 mois et peut-être résiliée à tout moment.

Les conditions financières sont les suivantes :

-un montant forfaitaire de 3500€ HT pour la prise de contact avec les propriétaires et l’évaluation de leurs biens et la définition d’un document contractuel à faire signer aux propriétaires,

-100€ HT par accord obtenu pour la remise en état,

-100€ HT supplémentaire en cas de purge des droits de préférence des propriétaires de parcelle(s) boisée(s) contiguë(s),

- 9% HT de la valeur négociée indiquée dans la promesse de vente avec un minimum forfaitaire de 400€ HT par accord obtenu

Après en avoir délibéré,

**Le Conseil Municipal**

**à l’unanimité**

**AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer la convention de concours technique avec la SAFER

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

1. **Demande de modification des statuts de la Communauté de Communes des Portes de la Brie : extension de ses compétences.**

Rapporteur M. Le Maire

Dès sa création au 1er juin 2013, la Communauté de Communes des Plaines et Monts de France, va regrouper un bassin de population au sein duquel un certain nombre de compétences vont être exercées, permettant ainsi de générer une meilleure solidarité financière.

Considérant qu’il en résulte, pour le territoire de la Communauté de Communes des Portes de la Brie, la nécessité de se doter, avant la fusion, des compétences supplémentaires que sont la construction, l’entretien et le fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (compétence optionnelle) et la petite enfance (compétence facultative).

Considérant en effet que ces compétences sont toujours exercées à ce jour au niveau communal alors qu’elles seront exercées, dès le 1er juin 2013, date de la création de la nouvelle Communauté, à un niveau intercommunal.

Considérant que c’est dans ce contexte que la Communauté souhaite élargir son champ de compétences en modifiant ses statuts

Il convient ce soir, de délibérer sur ces modifications de statuts

*Délibération*

OBJET : MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES-EXTENSION DE SES COMPETENCES

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment ses articles L. 5214-16 et suivants, L. 5211-1 et suivants et plus particulièrement l’article L. 5211-17,

**Vu** l’arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2011 portant création de la Communauté de communes des Portes de la Brie,

**Vu** les statuts actuels de la Communauté de Communes des Portes de la Brie,

**Vu** la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, modifiée par la loi n°2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

**Vu** la loi n°2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

**Vu** l’arrêté DRCL-BCCCL-2011 n°113 du 22 décembre 2011 portant adoption du schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) de la Seine-et-Marne ;

**Vu** l’avis favorable émis le 30 mars 2012 sur le projet de fusion des Communautés de Communes Pays de la Goële et du Multien, Plaine de France et Portes de la Brie et extension à la Commune de Le Pin par la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) ;

**Vu** l’arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2012 n°100 du 24 juillet 2012 portant création d’une Communauté de Communes issue de la fusion des Communautés de Communes Pays de la Goële et du Multien, Plaine de France et Portes de la Brie et extension à la Commune de Le Pin au 1er janvier 2013 ;

**Vu** l’arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2012 n°138 du 18 décembre 2012 portant modification de la date d’effet de la création de la Communauté de Communes Plaines et Monts de France au 1er juin 2013 ;

**Considérant** que le Préfet de la Seine-et-Marne a proposé aux conseils municipaux et communautaires le périmètre de fusion-extension suivant :

-fusion des Communautés de communes Pays de la Goële et du Multien, Plaine de France et Portes de la Brie ;

-extension à la Commune de Le Pin.

**Considérant** que ce périmètre, qui prendra le nom de Communauté de Communes des Plaines et Monts de France dès sa création au 1er juin 2013, va regrouper un bassin de population au sein duquel un certain nombre de compétences vont être exercées, permettant ainsi de générer une meilleure solidarité financière.

**Considérant** qu’il en résulte, pour le territoire de la Communauté de Communes des Portes de la Brie, la nécessité de se doter, avant la fusion, des compétences supplémentaires que sont la construction, l’entretien et le fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (compétence optionnelle) et la petite enfance (compétence facultative).

**Considérant** en effet que ces compétences sont toujours exercées à ce jour au niveau communal alors qu’elles seront exercées, dès le 1er juin 2013, date de la création de la nouvelle Communauté, à un niveau intercommunal.

**Considérant** que c’est dans ce contexte que la Communauté souhaite élargir son champ de compétences en modifiant ses statuts

**Considérant** que suite au Conseil Communautaire en date du 2 mai 2013, les Communes membres disposent d’un délai de 3 mois pour délibérer sur la présente révision statutaire,

**Après en avoir délibéré,**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Décide à l’unanimité**

-**Au sein de l’article 3-B des statuts intitulé « COMPETENCES OPTIONNELLES » de rajouter le titre et l’alinéa suivants**

Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire.

La Communauté assure la création, l’aménagement, l’entretien et la gestion de la piscine municipale de Claye-Souilly.

**-Au sein de l’article 3 des statuts intitulé « COMPÉTENCES » de rajouter la partie suivante :**

**C – COMPÉTENCES FACULATIVES**

**-Petite enfance**

La communauté assure la compétence petite enfance.

Elle assure à ce titre la création, l’aménagement, l’entretien et la gestion des centres multi-accueil petite enfance (crèches et haltes garderie situées sur son territoire).

Le reste des compétences est inchangé.

Les statuts ainsi modifiés sont annexés à la présente délibération.

1. **Convention pour la mise à disposition des biens communaux à titre gratuit pour les associations.**

**Considérant** que la commune accepte de mettre à disposition ses locaux et ses équipements à titre gratuit aux associations à but non lucratif suivantes :

* **L'Association Bibliothèque de la Roseraie** est autorisée à occuper les locaux de la Bibliothèque ;
* **L'Association Loisirs Jeunes** est autorisée à occuper la salle des Merisiers et le Mille-Club ;
* **L'Association l’Atelier Créatif** est autorisée à occuper le Mille-Club ;
* **L'Association Tennis Club de Villevaudé** est autorisée à occuper le terrain de tennis et le mille club;
* **L'Association FRAV** est autorisée à occuper la salle des Merisiers et le Mille Club ;

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**D'AUTORISER** la mise à disposition des locaux et équipements précités aux associations susvisées à titre gratuit, précaire et révocable.

**D’AUTORISER** Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition des locaux et équipements communaux avec chacune des associations susvisées et les éventuelles associations villevaudéennes qui viendraient à bénéficier des locaux communaux.

*Délibération*

**Objet : Mise à disposition de biens communaux à titre gratuit aux associations**

**Vu** les articles L2122-21 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l’article L2122-1 et suivants et L2125-1 du code de la propriété des personnes publiques ;

**Vu** le projet de convention de mise à disposition de locaux et équipements aux associations à but non lucratif d'une durée d’un an, renouvelable tacitement ;

**Considérant** que la commune accepte de mettre à disposition ses locaux et ses équipements à titre gratuit aux associations à but non lucratif suivantes :

* **L'Association Bibliothèque de la Roseraie** est autorisée à occuper les locaux de la Bibliothèque ;
* **L'Association Loisirs Jeunes** est autorisée à occuper la salle des Merisiers et le Mille-Club ;
* **L'Association l’Atelier Créatif** est autorisée à occuper le Mille-Club ;
* **L'Association Tennis Club de Villevaudé** est autorisée à occuper le terrain de tennis et le Mille-Club
* **L'Association FRAV** est autorisée à occuper la salle des Merisiers et le Mille Club ;

**Le Conseil Municipal**

**à l’unanimité**

**AUTORISE** la mise à disposition des locaux et équipements précités aux associations susvisées à titre gratuit, précaire et révocable.

**AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition des locaux et équipements communaux avec chacune des associations susvisées et les éventuelles associations villevaudéennes qui viendraient à bénéficier des locaux communaux.

1. **Election des membres de la commission d’appel d’offres (CAO) - ouverture de plis. (commission incomplète)**

Le 27 février dernier nous avons élus en séance de Conseil Municipal les membres de la Commission Appels d’ Offres – Ouverture de plis -.

Il s’avère que celle-ci, en vertu de l’article 22-I-4° et II du code des marchés publics, est incomplète.

Lorsqu’il s’agit d’une commune de moins de 3 500 habitants, elle est constituée, du Maire-Président-

et de trois membres titulaires et autant de membres suppléants que de titulaires.

Il convient donc de désigner 3 membres supplémentaires afin de nommer les titulaires et les suppléants.

Pour mémoire : Président P.PIAN

Membres S.BIASON, A.DENIS, F.OUGIER

*Délibération*

**Objet  Commission Appels d’Offres – Ouverture de plis –**

Le 27 février dernier le Conseil Municipal a procédé à l’élection des membres de la Commission Appels d’ Offres – Ouverture de plis -.

Il s’avère que celle-ci, en vertu de l’article 22-I-4° et II du code des marchés publics, est incomplète.

Lorsqu’il s’agit d’une commune de moins de 3 500 habitants, elle est constituée, du Maire-Président-

et de trois membres titulaires et autant de membres suppléants que de titulaires.

Il convient donc de désigner 3 membres supplémentaires et de désigner les membres titulaires et suppléants.

**Le Conseil Municipal**

**à l’unanimité**

**Président P.PIAN**

**Membres Titulaires : S.BIASON, A.DENIS, F.OUGIER**

**Membres suppléants : C.GODART, L. TAURAND, Sophie VARTANIAN**

**RESSOURCES HUMAINES**

1. **Création d’un poste d’attaché territorial à temps complet et autorisation de conclure un Contrat à Durée Déterminée.**

Rapporteur Monsieur Le Maire

Conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée en 2012, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipalde fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

Considérant le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi de Directeur du service Urbanisme en vue du recrutement d’un agent à ce poste,

Il est demandé au Conseil Municipal de décider :

De la création d’un emploi à temps complet de Directeur du service Urbanisme, correspondant au grade d’attaché territorial.

De modifier le tableau des effectifs,

De préciser que cet emploi pourra être pourvu par un agent recruté par voie de Contrat à Durée Déterminée, de 3 ans et dans les conditions de l’article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, compte-tenu de la nature des besoins du service dans la mission qui va lui être confiée et sa durée.

Que l’agent recruté par contrat devra justifier d’une formation supérieure dans le domaine de l’aménagement du territoire ou du développement économique et d’une expérience professionnelle similaire.

Que la rémunération de l’agent sera calculée par référence à la grille de rémunération des attachés territoriaux.

Le Conseil Municipal est amené à décider, que Monsieur le MAIRE est chargé du recrutement de l’agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d’engagement.

M. le Maire donne la parole à Mme BIASON qui explique que les règles administratives pour une embauche sont complexes, et que dans l’urgence il a été procédé à l’embauche d’un intérimaire.

Etant donné que la commune n’a plus de poste vacant nous sommes obligés d’en rouvrir un.

La personne est donc présente depuis fin mars début avril et sera en charge, du suivi des dossiers foncier sur le terrain, des contentieux, de sauvegarder les intérêts de la commune, de créer un service urbanisme digne de ce nom.

La DDT va se décharger tôt ou tard sur les communes.

Jean- PIerre FERAL demande pourquoi un CDD de 3 ans et non pas un CDI

Madame Sophie VARTANIAN  précise que la législation territoriale ne le permet pas

Jean-Pierre FERAL trouve regrettable que dans 3 ans il faille recommencer la procédure

Le Maire expose qu’il ne trouve pas ça choquant car il va y avoir un certain nombre de bouleversements avec l’intercommunalité. Dans l’urgence on fait des choses, et nous ignorons si certains services ne vont pas être décentralisés.

Nous n’avons pas vu fonctionner la 1ère intercommunalité donc ensuite, avec la fusion nous aviserons.

*Délibération*

**OBJET : CREATION D’UN POSTE D’ATTACHÉ TERRITORIAL**

**Conformément** à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipalde fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, article 3-3-2 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

**Considérant** le tableau des effectifs,

**Considérant** la nécessité de créer un emploi de Directeur du service Urbanisme en vue du recrutement d’un agent à ce poste,

**Ayant Entendu** l'exposé de son rapporteur, Monsieur le Maire,

**Le Conseil Municipal,**

**A l’unanimité,**

**DECIDE** de la création d’un emploi de Directeur du service Urbanisme au grade d’attaché, à temps complet

**DE MODIFIER** le tableau des effectifs,

**PRÉCISE** que cet emploi pourra être pourvu par un agent recruté par voie de Contrat à Durée Déterminée pour une durée de 3 ans, dans les conditions de l’article 3-3-2 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, compte-tenu de la nature des besoins du service dans la mission qui va lui être confiée et sa durée.

**PRÉCISE** que l’agentrecruté par contrat devra justifier d’une formation supérieure dans le domaine de l’aménagement du territoire ou du développement économique et d’une expérience professionnelle similaire.

**DECIDE** que la rémunération de l’agent sera calculée par référence à la grille de rémunération des attachés territoriaux.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter cet agent et à signer le dit contrat.

**D’INSCRIRE** à l’exercice 2013 les crédits prévus à cet effet.

1. **Création d’un poste d’adjoint d’animation territorial de 2ème classe.**

Rapporteur Monsieur Le Maire.

Conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipalde fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

Considérant le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer un emploi d’adjoint d’animation de 2ème classe en vue du recrutement d’un agent au poste d’animateur, suite à mutation, afin de mettre en place des activités au sein de l’école et de permettre une action en faveur des jeunes de 11-16 ans.

Il est demandé au Conseil Municipal de décider :

De la création d’un poste d’adjoint d’animation territorial de 2ème classe, à temps complet.

De modifier le tableau des effectifs,

De décider que cet emploi devra être pourvu par un agent titulaire de la fonction publique territoriale pouvant justifier de niveaux d’études, de diplômes et d’une expérience professionnelle.

De décider que la rémunération est fixée sur la base de l’échelle de rémunération du grade correspondant.

M. le Maire donne la parole à Mme Sophie VARTANIAN qui explique que cette création de poste va permettre un apport supplémentaire d’animations, de pouvoir anticipé la rentrée 2014 que nous impose la réforme des rythmes scolaires (45 minutes d’activité communale par jour), et surtout de créer une activité pour les ados 11-16 ans sur les mercredis, samedis et les vacances scolaires

Eric TALATIZI se demande si cela ne va pas nuire à l’association loisirs jeunes

Sophie VARTANIAN explique qu’ Il aura un autre rôle que celui que propose l’association. Il y a tout à faire sur le sujet puisque rien n’existe.

Stéphane VARTANIAN  fait remarquer qu’il sera peut-être le lien entre les jeunes et les associations de la commune.

Sophie VARTANIAN expose le profil de l’agent.

Le Maire souligne que c’est la continuité d’un certain nombre de choses qui vont être mises en place. Cela va permettre de regrouper l’école, les associations et la jeunesse.

La personne sera présente à la journée des associations le 8 septembre 2013, mais également, présent à la journée sportive, la kermesse et la journée CM2.

*Délibération*

**OBJET : CREATION D’UN POSTE D’ADJOINT D’ANIMATION TERRITORIAL DE 2ème CLASSE**

**Conformément** à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipalde fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

**Considérant** le tableau des effectifs,

**Considérant** la nécessité de créer un emploi d’animateur territorial en vue du recrutement d’un agent, par voie de mutation

**Ayant Entendu** l'exposé de son rapporteur, Monsieur le Maire, ainsi que l’adjointe chargée du scolaire,

**Après en avoir délibéré**,

**Le Conseil Municipal,**

**A l’unanimité,**

**DECIDE** de la création d’un poste d’adjoint d’animation territorial de 2ème classe, à temps complet

**DE MODIFIER** le tableau des effectifs,

**DECIDE** que cet emploi devra être pourvu par un agent titulaire de la fonction publique territoriale pouvant justifier de niveaux d’études, de diplômes et d’une expérience professionnelle.

**DECIDE** que la rémunération est fixée sur la base de l’échelle de rémunération du grade correspondant.

**D’INSCRIRE** à l’exercice 2013 les crédits prévus à cet effet.

**FINANCES**

1. **Décision modificative**

Lors de la reprise des résultats de l’année 2012 sur 2013 une erreur de 0.50 cts a été commise au compte 002

excédent reporté.

Aussi afin de régulariser cette écriture il convient d’effectuer une décision modificative en ajoutant cette somme de 0.50 cts au compte 002 excédent reporté en recette de fonctionnement et, afin que le budget ne soit pas en déséquilibre, d’ajouter 0.50 cts au compte 022 dépenses imprévues, en dépenses de fonctionnement.

Il est demandé aux Membres du Conseil Municipal d’approuver cette décision modificative.

*Délibération*

**OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°1– BUDGET VILLE 2013**

Lors de la reprise des résultats de l’année 2012 sur 2013 une erreur de 0.50 cts a été commise au compte 002

Excédent reporté.

Aussi afin de régulariser cette écriture il convient d’effectuer une décision modificative en ajoutant cette somme de 0.50 € au compte 002 excédent reporté en recette de fonctionnement et, afin que le budget ne soit pas en déséquilibre, d’ajouter 0.50 € au compte 022 dépenses imprévues, en dépenses de fonctionnement.

Il est demandé aux Membres du Conseil Municipal d’approuver cette décision modificative.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L.1612-11,

**Vu** le BP 2013 ainsi que le compte administratif 2012 de la commune,

**Considérant** la nécessité de modifier les imputations budgétaires,

**Ayant entendu** l’exposé de son rapporteur,

**Le Conseil Municipal,**

**A l’unanimité**

**Décide** d’effectuer la décision modificative suivante :

-au compte 002 excédent reporté, en recette de fonctionnement + 0.50 €

-au compte 022 dépenses imprévues, en dépenses de fonctionnement. + 0.50 €

La décision modificative n° 1 est annexée à la présente délibération.

**INFORMATIONS**

**QUESTIONS DIVERSES**

Clôture de la séance à 19 heures 50 minutes